ACADÉMIES DE CRÉTEIL
PARIS - VERSAILLES
MAISON DES EXAMENS
Service Interacadémique des Examens & Concours

BACCALAURÉAT TECHNOLOGIQUE
HÔTELLERIE- RESTAURATION
SESSION 2010

ÉPREUVE ORALE DE CONTRÔLE

ÉCONOMIE GÉNÉRALE ET TOURISTIQUE

SUJET N° 3

À partir de vos connaissances et de la documentation fournie en annexe, vous répondrez aux questions suivantes :

1- Définir les termes suivants :
- Change flottant,
- PIB,
- Inflation

2- Quels sont les avantages d'une politique de monnaie forte ?

3- Qualifier la situation économique dans laquelle se retrouve la zone euro en 2009 suite au recul de son PIB estimé à 3,8%. Comment aurait-elle pu éviter cette situation ?

4- Pourquoi le Danemark a-t-il intérêt à intégrer la zone euro ?

5- Expliquer la phrase du texte : «*La monnaie unique a permis à certains pays de la zone de bénéficier d'une croissance en partie acquise à crédit.* »

6- Quels sont les problèmes rencontrés par les pays fortement endettés de la zone euro ?

Annexe :

CRISE : la zone euro peut-elle imploser ?

L'EURO A-T-IL LIMITE LES DEGATS ?

Pas plus que les Alpes n'ont stoppé le nuage de Tchernobyl, la **zone euro** n'a échappé à l'onde de choc provoquée par la crise des *subprimes*. Bien que l'épicentre de cette déflagration économique se situe outre-Atlantique, la zone euro a été durement affectée, avec un recul de son **produit intérieur brut (PIB)** estimé à 3,8 % en 2009. En cause, notamment, l'absence de tout plan de relance européen et le chacun-pour-soi des différents gouvernements, même s'ils sont tout de même parvenus, à l'automne 2008, à afficher leur détermination commune d'éviter un effondrement général des banques européennes.

L'euro a cependant eu une vertu considérable : les pays de la zone partageant désormais la même monnaie, la tourmente financière ne s'est pas doublée d'une crise de changes comme cela n'aurait pas manqué d'être le cas autrement. Le Danemark, qui ne fait pas partie de l'euro, s'est ainsi trouvé contraint de défendre sa monnaie face aux attaques spéculatives en augmentant fortement ses taux d'intérêt. Une hausse du loyer de l'argent malvenue en période de crise. Résultat : les Danois, naguère eurosceptiques, envisagent désormais avec bienveillance la possibilité de rejoindre la monnaie unique.

La stabilité apportée par l'euro a longtemps eu une autre vertu : elle a permis aux pays de la zone de bénéficier de taux d'intérêt à long terme quasiment identiques à ceux dont bénéficiait l'Allemagne, ce qui a fortement réduit le coût de leur endettement. De même, les taux à court terme fixés par la Banque centrale européenne, bien que jugés trop élevés par les pays sans **inflation**, comme la France, sont demeurés durablement négatifs, en termes réels, dans les pays de la zone, comme l'Espagne, où la hausse des prix demeurait significative. Tout cela a d'ailleurs nourri la bulle immobilière espagnole et permis au gouvernement grec de s'endetter au-delà du raisonnable. Ces facilités ont concouru à soutenir le taux de croissance dans ces pays, qui ont vécu en quelque sorte au-dessus de leurs moyens en s'endettant sans avoir à en payer le prix, à savoir un renchérissement de leur accès au crédit.

Le pacte de stabilité et de croissance, qui limite le déficit autorisé à 3 % du **PIB** et la dette publique à 60 % du **PIB**, avait pour fonction d'éviter ces comportements de passager clandestin. L'idée était de faire en sorte, notamment, que la dérive des finances publiques d'un pays ne pénalise pas ses voisins à travers une hausse des taux d'intérêt subie par tout le monde. Mais le pacte a été peu respecté dans les faits : depuis son adhésion à l'euro, la Grèce n'a affiché qu'un seul déficit inférieur à 3 % du **PIB**. En outre, le pacte de stabilité, en bonne logique libérale, ne s'intéressait pas à la montée de l'endettement privé. L'Espagne est ainsi apparu comme un bon élève durant des années grâce à ses excédents budgétaires, alors que l'endettement des ménages progressait de manière exceptionnelle. Résultat : la dette extérieure cumulée de la Grèce, du Portugal, de l'Espagne et de l'Irlande s'élève à 4 200 milliards d'euros, soit 45 % du **PIB** de la zone euro !

La monnaie unique a permis à certains pays de la zone de bénéficier d'une croissance en partie acquise à crédit. Elle leur évite aujourd'hui un effondrement de leur monnaie et une explosion de leurs taux d'intérêt. Mais elle les empêche aussi de dévaluer pour retrouver leur compétitivité, ou de laisser filer **l'inflation** pour éponger une dette libellée en monnaie nationale. Au pied du mur, les mauvais élèves de la classe européenne sont acculés à pratiquer un ajustement réel et à prendre des mesures impopulaires et économiquement suicidaires tant que la reprise n'est pas solidement installée : coupes dans les dépenses, hausses d'impôts, baisses de salaires...

Laurent Jeanneau
Alternatives économiques n°287 - 2010